

Sélection d'article sur la politique suisse

Dossier

Dossier: Pénurie de main-d'oeuvre qualifiée

Imprimer

Éditeur

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Contributions de

Bernhard, Laurent
Del Priore, Marie
Gianola, Giada
Guignard, Sophie
Porcellana, Diane
Schär, Suzanne
Zumbach, David
Zumofen, Guillaume

Citations préféré

Bernhard, Laurent; Del Priore, Marie; Gianola, Giada; Guignard, Sophie; Porcellana, Diane; Schär, Suzanne; Zumbach, David; Zumofen, Guillaume 2025. *Sélection d'article sur la politique suisse: Dossier: Pénurie de main-d'oeuvre qualifiée, 2011 - 2024*. Bern: Année Politique Suisse, Institut de science politique, Université de Berne. www.anneepolitique.swiss, téléchargé le 10.05.2025.

Sommaire

Fachkräftebedarf	1
Meilleure exploitation du potentiel de la main-d'œuvre suisse (Po. 13.3382)	1
l'initiative du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) visant à combattre la pénurie de main d'œuvre qualifiée	1
Linderung des Fachkräftemangels (Mo. 14.3380)	2
pénurie de main d'œuvre qualifiée	2
Chancen und Perspektiven älterer Arbeitnehmenden auf dem Arbeitsmarkt (Po. 14.3235)	2
Nationale Konferenz zum Thema «Ältere Arbeitnehmende» (Po 14.3569)	3
pénurie de personnel qualifié	3
Förderung von Wiedereinstiegerinnen (Po. 14.3451)	3
Beschleunigung der Massnahmen zur Stärkung des inländischen Arbeitskräftepotenzials (Po. 14.3465)	4
Gesetzliche Änderungen zur Förderung inländischer Arbeitskräfte (Mo. 14.3795)	4
Fachkräfteinitiative (FKI)	5
Diskussion Fachkräftemangel 2023	6
Postulat «Arbeitskräftemangel. Was sind unsere Hausaufgaben?» (Po. 23.3380)	7
Introduire une déduction fiscale des heures supplémentaires volontaires pour lutter contre la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée (Mo. 23.3890)	7
Pallier la pénurie de personnel qualifié et favoriser l'intégration (Po. 23.3779)	8

Abréviations

SECO	Staatssekretariat für Wirtschaft
WBK-SR	Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Ständerats
SEM	Staatssekretariat für Migration
DBG	Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer
WBF	Eidgenössisches Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung
WBK-NR	Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrats
AIG	Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer und über die Integration
FKI	Fachkräfteinitiative

SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
CSEC-CE	Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil des Etats
SEM	Secrétariat d'Etat aux migrations
LIFD	Loi fédérale sur l'impôt fédéral direct
DEFR	Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche
CSEC-CN	Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national
LEI	Loi fédérale sur les étrangers et l'intégration
FKI	Initiative visant à combattre la pénurie de personnel qualifié

Fachkräftebedarf

Formation professionnelle

POSTULAT
DATE: 28.09.2011
SUZANNE SCHÄR

Eine arbeitsmarktpolitische Zielrichtung hatte das Postulat Aubert (sp, VD), das vom Bundesrat eine **Prospektivstudie zum Fachkräftebedarf nach Branchen und Berufsprofilen** verlangt. In der Begründung des Postulats verwies die Politikerin auf den bereits bestehenden oder aufgrund der demografischen Entwicklung zu erwartenden Mangel an gut ausgebildeten Fachkräften, insbesondere im Gesundheitswesen und den MINT-Fächern. Mit 179 zu sechs Stimmen votierte die Grosse Kammer deutlich gegen den Bundesrat, der auf die Schwierigkeit hinwies, die Entwicklung von Weltwirtschaft und Technik sowie deren Einfluss auf den Arbeitsmarkt realistisch abzubilden.¹

Meilleure exploitation du potentiel de la main-d'œuvre suisse (Po. 13.3382)

Marché du travail

POSTULAT
DATE: 26.09.2013
LAURENT BERNHARD

Le Conseil des Etats a transmis au cours de la session d'automne un postulat Keller-Sutter (plr, SG) ayant pour but une **meilleure exploitation du potentiel de la main-d'œuvre suisse** sur le marché du travail. Par cette décision, le Conseil fédéral a été chargé de rédiger un rapport consacré aux mesures destinées à promouvoir la formation professionnelle ainsi qu'une participation accrue des femmes et des personnes âgées.²

RAPPORT
DATE: 13.06.2016
DIANE PORCELLANA

Dans son rapport sur l'état de la mise en œuvre de l'initiative visant à combattre la pénurie de personnel qualifié, le Conseil fédéral a évoqué les différentes mesures prises pour **renforcer durablement le potentiel de la main-d'œuvre indigène**. Le postulat a pu être classé, puisque les éléments de réponse ont été fournis.³

l'initiative du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) visant à combattre la pénurie de main d'œuvre qualifiée

Marché du travail

AUTRE
DATE: 06.11.2013
LAURENT BERNHARD

S'agissant de **l'initiative du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) visant à combattre la pénurie de main d'œuvre qualifiée**, le Conseil fédéral Johann Schneider-Amman a réuni en mai autour d'une table ronde les représentants des cantons et des partenaires sociaux. Sur la base d'un rapport datant de 2011, les participants ont déterminé quatre champs d'action visant à promouvoir le recours au potentiel offert par la main-d'œuvre suisse. Les parties prenantes ont convenu de relever le niveau de qualification et de formation, d'améliorer la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale, de créer de meilleures conditions de travail pour les employés plus âgés et d'encourager l'innovation en vue d'accroître la productivité. En novembre, le Conseil fédéral a adopté un ensemble de mesures portant sur une durée de quatre ans (2015 à 2018). Les cantons et les partenaires sociaux se sont engagés à prendre des mesures supplémentaires dans leurs domaines de compétences respectifs.⁴

Linderung des Fachkräftemangels (Mo. 14.3380)

Marché du travail

MOTION

DATE: 16.06.2014
DAVID ZUMBACH

Im Zusammenhang mit der Annahme der Volksinitiative "Gegen Masseneinwanderung" wurde dem Bundesrat in der Sommersession 2014 eine Motion zur **Linderung des Fachkräftemangels** überwiesen. Beide Kammern nahmen eine gleichlautende Motion ihrer Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur (WBK-NR/WBK-SR) an. Diese beauftragten die Regierung, "angesichts der neuen Ausgangssituation" die Strategie zur Behebung des Fachkräftemangels zu überarbeiten. Die Fraktion der Schweizerischen Volkspartei störte sich an der direkten Bezugnahme auf den Volksentscheid vom 9. Februar 2014. Ohne Kenntnis über den Umsetzungsvorschlag des Bundesrates, so SVP-Fraktionsvertreter, seien keine Aussagen über eine allfällige Verschärfung des Fachkräftemangels möglich.⁵

RAPPORT

DATE: 13.06.2016
DIANE PORCELLANA

Dans le cadre du rapport sur l'état de la mise en œuvre de l'initiative visant à combattre la pénurie de personnel qualifié, le Conseil fédéral a répondu aux demandes d'examen et a présenté différentes mesures exigées par la motion de la CSEC-CN, dans le but de **pallier la pénurie de main-d'œuvre qualifiée** suite à l'acceptation de l'initiative populaire «contre l'immigration de masse». La motion a donc été classée.⁶

pénurie de main d'œuvre qualifiée

Politique à l'égard des étrangers

MOTION

DATE: 16.06.2014
SOPHIE GUIGNARD

Lors de la session d'été, le Conseil des Etats a adopté deux motions identiques, lancées par les Commissions de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national et des Etats. Ces deux motions font suite à la votation du 9 février, "contre l'immigration de masse" et à ses effets attendus sur la **pénurie de main d'œuvre qualifiée**. Le conseiller aux Etats Schwaller (pdc, FR) avait déposé en ce sens une motion en septembre 2013. Le peuple suisse ayant entre temps accepté l'initiative „contre l'immigration de masse", le sénateur avait décidé de transmettre sa motion à la Commission du Conseil des Etats, dans le cas où celle-ci, à la lumière des récents résultats de votations, y verrait de nouveaux besoins ou propositions. Ainsi, dans la mouture finale, déposée le 24 février de l'année sous revue, le Conseil fédéral doit revoir sa stratégie et soumettre des propositions au parlement, notamment dans les domaines de la formation, de la santé et par rapport aux branches où les effets de la pénurie de main d'œuvre seront les plus marqués. En mai, la Commission du Conseil national a déposé une motion identique. Le Conseil fédéral a alors conseillé d'accepter les deux motions. Les deux chambres ont suivi cet avis en juin 2014.⁷

Chancen und Perspektiven älterer Arbeitnehmenden auf dem Arbeitsmarkt (Po. 14.3235)

Marché du travail

POSTULAT

DATE: 20.06.2014
DAVID ZUMBACH

In der Sommersession 2014 überwies der Nationalrat diskussionslos ein Postulat Heim (sp, SO), das den Bundesrat beauftragt, einen Bericht zu den **Chancen und Perspektiven älterer Arbeitnehmenden auf dem Arbeitsmarkt** zu erarbeiten. Die Landesregierung soll aufzeigen, welche Massnahmen Bund und Wirtschaft seit 2003 respektive 2006 zur Verbesserung der Chancen älterer Arbeitskräfte ergriffen haben.⁸

RAPPORT
DATE: 05.08.2015
DIANE PORCELLANA

Dans son rapport sur l'état de la mise en œuvre de l'initiative visant à combattre la pénurie de personnel qualifié, le Conseil fédéral a détaillé les différentes mesures prises par la Confédération en vue d'**améliorer les chances des travailleurs âgés sur le marché du travail**. Puisque les objectifs ont été atteints, le postulat a été classé sur proposition du Conseil fédéral.⁹

Nationale Konferenz zum Thema «Ältere Arbeitnehmende» (Po 14.3569)

Marché du travail

POSTULAT
DATE: 21.06.2014
DAVID ZUMBACH

Der Bundesrat erhielt in der Herbstsession durch die ständerätliche Annahme eines Postulats Rechsteiner (sp, BS) den Auftrag, die Einberufung einer **nationalen Konferenz zum Thema "Ältere Arbeitnehmende"** zu prüfen und dabei die Sozialpartner miteinzubeziehen.¹⁰

POSTULAT
DATE: 08.06.2017
DIANE PORCELLANA

Le Conseil fédéral a demandé de classer le postulat relatif à la **Conférence nationale sur le thème des travailleurs âgés**, puisqu'il a organisé, depuis son acceptation, une rencontre annuelle sur ce thème. Comme l'objectif a été atteint, le postulat a été classé.¹¹

pénurie de personnel qualifié

Enseignement et recherche

DÉBAT PUBLIC
DATE: 03.07.2014
GUILLAUME ZUMOFEN

Le vote du 9 février, «Contre l'immigration de masse», a intensifié le débat sur la question de la **pénurie de personnel qualifié**. Le parlement d'abord, puis le Conseil fédéral, ont intimé le ministre de l'économie, de la formation et de la recherche d'établir une stratégie claire, afin de pallier le risque de pénurie. En outre, Swissmem, association faîtière de l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux, a tiré la sonnette d'alarme, pointant du doigt une tendance à l'académisation excessive. Ainsi, selon Johann Schneider-Ammann, des mesures doivent être prises pour favoriser l'activité professionnelle des femmes et des seniors, sources de main-d'œuvre internes à fort potentiel. Il propose notamment d'améliorer la compatibilité entre activité professionnelle et famille ou encore d'éliminer les discriminations fiscales des couples avec deux revenus. De plus, le ministre a proposé d'investir 100 millions de francs chaque année afin de soutenir la formation professionnelle. Cette proposition a reçu un accueil favorable du côté de l'Union suisse des arts et des métiers (USAM).¹²

Förderung von Wiedereinstiegerinnen (Po. 14.3451)

Marché du travail

POSTULAT
DATE: 23.09.2014
DAVID ZUMBACH

Der Ständerat überwies in der Herbstsession 2014 seinerseits ein Postulat Graber (cvp, LU), welches vom Bundesrat die Prüfung eines Konzepts zur **Förderung von Wiedereinstiegerinnen** verlangte. Der Ständerat forderte dabei explizit, dass die Prüfung in Zusammenarbeit mit den Wirtschaftsverbänden erstellt und bestehende Initiativen und Programme mitberücksichtigt werden sollten.¹³

RAPPORT
DATE: 13.06.2016
DIANE PORCELLANA

Le Conseil fédéral a répondu au postulat Graber, invitant à **définir une stratégie pour promouvoir la réintégration professionnelle**, dans le cadre du rapport sur l'état de la mise en œuvre de l'initiative visant à combattre la pénurie de personnel qualifié. Après sa publication, le postulat a donc pu être classé.¹⁴

Beschleunigung der Massnahmen zur Stärkung des inländischen Arbeitskräftepotenzials (Po. 14.3465)

Marché du travail

POSTULAT
DATE: 26.09.2014
DAVID ZUMBACH

In der Herbstsession 2014 sprach sich der Nationalrat für eine **Beschleunigung der Massnahmen zur Stärkung des inländischen Arbeitskräftepotenzials** aus und überwies diskussionslos ein Postulat der FDP-Die Liberalen-Fraktion. Die Massnahmen in den vier Handlungsfeldern Höherqualifizierung, Vereinbarkeit von Beruf und Familie, Erwerbstätigkeit im Alter und Innovationen waren 2011 im Rahmen der Fachkräfteinitiative (FKI) lanciert worden. Eine Beschleunigung drängte sich laut der FDP-Liberale Fraktion auf, weil die Umsetzung der Masseneinwanderungs-Initiative den bestehenden Fachkräftemangel noch zusätzlich verschärfe.¹⁵

RAPPORT
DATE: 07.06.2016
DIANE PORCELLANA

Le Conseil fédéral avait informé qu'il répondrait au postulat, pour un **déploiement plus rapide des mesures visant à renforcer la main-d'œuvre nationale**, dans le cadre des travaux relatifs à l'initiative visant à combattre la pénurie de main-d'œuvre qualifiée (FKI). Il y a répondu dans son rapport sur l'état de la mise en œuvre de l'initiative visant à combattre la pénurie de personnel qualifié. Le postulat a donc été classé.¹⁶

Gesetzliche Änderungen zur Förderung inländischer Arbeitskräfte (Mo. 14.3795)

Marché du travail

MOTION
DATE: 11.12.2014
DAVID ZUMBACH

In der Wintersession 2014 stimmte der Ständerat einer Motion Häberli-Koller (cvp, TG) und der Nationalrat zwei gleichlautenden Motionen der CVP- und der BDP-Fraktion zu, welche den Bundesrat beauftragen, den nationalen Räten **gesetzliche Änderungen zur Förderung inländischer Arbeitskräfte** zu unterbreiten. Neben der verbesserten Ausschöpfung der bereits vorhandenen Arbeitspotenziale forderten die Motionäre, dass auch die Bildungspolitik vermehrt auf die Nachfrage nach Arbeitskräften ausgerichtet wird. Die Vorstösse waren zum Jahresende in der jeweils anderen Kammer noch hängig.¹⁷

MOTION
DATE: 03.03.2015
DAVID ZUMBACH

Der Bundesrat hat dem Parlament gesetzliche Änderungen zur **Förderung inländischer Arbeitskräfte** zu unterbreiten. Dieser Auffassung war der Ständerat in der Frühjahrssession 2015. Die kleine Kammer nahm zwei gleichlautende Motionen der CVP- und der BDP-Fraktion diskussionslos an (14.3835 bzw. 14.3844). Eine weitere gleichlautende Motion Häberli-Koller (cvp, TG) wurde im Sommer 2015 vom Nationalrat gutgeheissen (14.3795). Der Bundesrat hatte sich von Beginn weg für die Annahme der Vorstösse ausgesprochen. Man wolle, so Wirtschaftsminister Schneider-Ammann, die gesetzlichen Rahmenbedingungen zur Ausschöpfung des inländischen Fachkräftepotenzials laufend verbessern.

MOTION
DATE: 09.06.2015
DIANE PORCELLANA

Le Conseil national suit l'avis de l'autre chambre concernant la motion pour la **promotion de la main-d'oeuvre nationale**. Celle-ci fut adoptée sans discussion. Par conséquent, le Conseil fédéral devra soumettre des propositions de modifications législatives en réponse aux demandes relatives à cette motion.¹⁸

Dans son deuxième rapport de monitoring relatif à l'initiative visant à combattre la pénurie de personnel qualifié (FKI), le Conseil fédéral a répondu aux demandes émanant de la motion Häberli-Koller (pdc, TG) visant à **promouvoir la main-d'œuvre nationale**. Il y détaille les différentes mesures instaurées avec la FKI et commente leurs effets. L'amélioration de la coordination et de la coopération entre la Confédération, les cantons et les organisations du monde de travail a permis d'atténuer la pénurie de main d'œuvre qualifiée. Entre 2010 et 2016, le recours à la main d'œuvre indigène s'est consolidé. Sur la même période, la participation des femmes et des personnes âgées a également progressé.¹⁹

Fachkräfteinitiative (FKI)

Marché du travail

Im Juni 2015 präsentierte der Bundesrat einen ersten Monitoring-Bericht zum **Umsetzungsstand der Fachkräfteinitiative (FKI)**, die 2011 lanciert worden war. Demnach sei die FKI, die 2014 mit der Annahme der Masseneinwanderungs-Initiative an Bedeutung gewonnen und vom Bundesrat im selben Jahr intensiviert und ausgeweitet worden war, auf gutem Weg. Der Bundesrat zeigte sich überdies optimistisch, eine Mehrzahl der insgesamt 30 Massnahmen aus den vier Handlungsfeldern Höherqualifizierung, Vereinbarkeit von Beruf und Familie, Ältere Arbeitnehmende und Innovation unter Mitwirkung der Kantone und Sozialpartner bis 2018 umsetzen zu können. Mit dem Bericht erfüllte die Regierung zudem eine grosse Anzahl parlamentarischer Vorstösse. Einem Postulat Aubert (sp, VD), das eine Prospektivstudie zum Fachkräftebedarf in den einzelnen Wirtschaftssektoren forderte, kam der Bundesrat mit dem Versprechen nach, das im April 2014 vom SECO veröffentlichte Indikatorensystem zur Beurteilung der Fachkräftenachfrage weiter auszubauen und periodisch zu aktualisieren. Ein Postulat Keller-Sutter (fdp, SG), das einen Massnahmenkatalog zur nachhaltigen Stärkung des inländischen Arbeitspotenzials forderte, ein Postulat Heim (sp, SO), welches auf die Chancen älterer Arbeitskräfte abzielte, ein Postulat Graber (cvp, LU), das auf die Förderung von Wiedereinsteigerinnen fokussierte, und ein Postulat der FDP-Liberalen-Fraktion, das vom Bundesrat forderte, die FKI möglichst rasch umzusetzen, wurden mit dem Bericht ebenso erfüllt wie zwei gleichlautende Kommissionsmotionen, die forderten, dass der Bundesrat seine Strategie zur Behebung des Fachkräftemangels überarbeitet.²⁰

Le **deuxième rapport de monitoring relatif à l'initiative visant à combattre la pénurie de personnel qualifié** s'est focalisé, cette fois, sur la phase de mise en œuvre amorcée en 2015. Le Conseil fédéral peut remplir les mandats découlant des motions (14.3795, 14.3835, 14.3844) voulant la limitation du recours à la main-d'œuvre étrangère grâce à certaines mesures présentées dans ce rapport. La coopération entre la Confédération, les cantons et les organisations du monde du travail a permis d'atténuer la pénurie de main-d'œuvre qualifié. La sensibilisation des acteurs du marché du travail quant aux évolutions du contexte économique, ainsi que la visibilité de l'importance du personnel qualifié dans le domaine public ont été jugées satisfaisantes. Quant à l'utilisation de la main-d'œuvre indigène, celle-ci s'est intensifiée, d'une part en raison de l'exploitation intensive des potentiels, d'autre part pour cause de croissance démographique. La participation des femmes, ainsi que des travailleurs âgés, notamment les plus de 55 ans, au marché du travail a progressé. En décembre 2016, l'initiative a gagné en importance corollairement à la loi d'application de l'initiative populaire "contre l'immigration de masse". Alors que l'obligation de communiquer les postes vacants se concentre sur le potentiel des demandeurs d'emploi auprès d'un office régional de placement concernant des domaines d'activité ou des régions pâtissant de taux de chômage élevés, l'initiative contre la pénurie de personnel qualifié vise l'exploitation du potentiel de la population active et capable de travailler. Elle favorise donc le recours au potentiel offert par la main-d'œuvre nationale. En comparaison au premier rapport, le deuxième rapport comptabilise treize mesures supplémentaires liées à la mise en œuvre de l'initiative populaire "contre l'immigration de masse". En 2018, le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) adressera un rapport au Conseil fédéral évaluant les effets de l'initiative relative à la pénurie de personnel qualifié et soumettra des propositions pour de potentielles actions ultérieures. Le Conseil fédéral décidera, dès lors, de la suite à donner à la procédure visant à réduire la pénurie de main-d'œuvre qualifiée.²¹

AUTRE

DATE: 27.06.2018
DIANE PORCELLANA

L'initiative sur le personnel qualifié est passée dans les affaires ordinaires, suite à la décision du Conseil fédéral. Les objectifs de rendre l'économie suisse moins tributaire de la main-d'œuvre étrangère et de lutter contre la pénurie de main-d'œuvre qualifiée ont été atteints, même si des mesures en matière d'exploitation du potentiel indigène sont encore nécessaires. S'agissant des mesures qui seront maintenues, notamment la consolidation et le développement de l'enseignement, elles continueront d'être sous la responsabilité des départements et des unités administratives. Le SECO continuera de sensibiliser et de prendre des décisions sur ce sujet.²²

RAPPORT

DATE: 07.12.2018
DIANE PORCELLANA

Le **rapport final sur l'initiative visant à combattre la pénurie de personnel qualifié** révèle une meilleure exploitation du potentiel de la main-d'œuvre indigène. Toutefois, la pénurie de personnel qualifié subsiste en raison de la numérisation, de la politique d'immigration et de l'évolution démographique. L'encouragement à l'innovation, l'amélioration de la conciliation entre vie professionnelle et familiale, la formation continue et la création de bonnes conditions pour l'emploi seront poursuivis pour atteindre les objectifs de l'initiative.²³

Diskussion Fachkräftemangel 2023

Marché du travail

DÉBAT PUBLIC
DATE: 06.06.2023
GIADA GIANOLA

Seit Jahren wird das Thema des **Fachkräftemangels** immer wieder in den Medien diskutiert. Besondere Aufmerksamkeit erhielt es im Juni 2023 im Rahmen einer Medienkonferenz, in welcher der Präsident des Arbeitgeberverbandes, Valentin Vogt, aufzeigte, dass im Juni 2023 rund 130'000 Stellen unbesetzt waren. Bis ins Jahr 2040 würden etwa 431'000 Personen auf dem Arbeitsmarkt fehlen, ergänzte der Präsident von Economiesuisse, Christoph Mäder. Gemäss NZZ fehlten vor allem Fachleute mit einer Berufslehre. Schweizweit waren gemäss Medien vor allem Arbeitskräfte im IT-Bereich, in der Pflege und in der Gastronomie gefragt, während in der Romandie insbesondere die Bereiche der Uhrenindustrie, der Mikropräzision und von Medtech Probleme mit Fachkräftemangel aufwiesen, wie die französischsprachigen Zeitungen berichteten. Bereits im August 2023 hatte eine Studie der Beratungsfirma PWC zusammen mit dem Smart Government Lab der Universität St. Gallen prognostiziert, dass bis 2030 rund 130'000 Fachkräfte im öffentlichen Dienst, also in Bildung, Sicherheit, Gesundheitswesen und in der öffentlichen Verwaltung fehlen werden.

Als Grund für den Fachkräftemangel nannten die Medien die **Pensionierung der sogenannten «Babyboomer»**, also von Personen, die zwischen 1946 und 1964 geboren wurden. Von Jahr zu Jahr gehen mehr Arbeitnehmende in den Ruhestand, als junge Menschen auf den Arbeitsmarkt kommen. Gemäss Arbeitgeberverband führten die nicht besetzten Stellen zu Wertschöpfungsverlusten von CHF 5 Mrd. pro Jahr. Zudem habe der Fachkräftemangel Folgen für die Finanzierung der Altersvorsorge, da weniger Personen im Erwerbsalter für die Renten der Pensionierten aufkommen müssen, so der Arbeitgeberverband weiter.

Vertreterinnen und Vertreter von Wirtschaftsverbänden schlugen gegenüber den Medien verschiedene **Lösungen** für das Problem vor. So solle man es beispielsweise älteren Menschen ermöglichen, auch über das Rentenalter hinaus auf dem Arbeitsmarkt zu bleiben. Weiter soll allen in der Schweiz ausgebildeten Fachkräften die Möglichkeit gegeben werden, in der Schweiz zu arbeiten. Zudem soll die Einwanderung ausgebildeter Personen nicht gestoppt werden. Schliesslich sollten auch die Arbeitsbedingungen so angepasst werden, dass Familie und Beruf besser vereinbar wären, wodurch Frauen in höheren Pensen arbeiten könnten.²⁴

Postulat «Arbeitskräftemangel. Was sind unsere Hausaufgaben?» (Po. 23.3380)

Marché du travail

POSTULAT
DATE: 13.03.2024
MARIE DEL PRIORE

Dans son **postulat** déposé en mars 2023, Leo Müller (centre, LU) charge le Conseil fédéral de fournir un rapport examinant la **situation de pénurie de personnel et les mesures à prendre pour la réduire**. Il demande de développer six points, à savoir : (1) les causes principales de cette pénurie, (2) les conséquences pour les entreprises suisses et la prospérité du pays, (3) les mesures politiques à envisager à l'échelle fédérale et cantonale, (4) les mesures à prendre pour une meilleure intégration sur le marché du travail des personnes déjà en Suisse, (5) l'éventuelle nécessité de revoir la stratégie des contingents réservés aux ressortissant.e.s d'Etats tiers et (6) une remise en question du droit du travail – évaluer si des modifications sont nécessaires pour l'adapter au monde actuel.

Guy Parmelin, pour le Conseil fédéral, a soutenu l'acceptation des deux premiers points du présent postulat, afin d'analyser les causes et conséquences de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Cependant, le Conseil fédéral s'est opposé aux points 3 à 6, qui ont déjà été étudiés dans divers rapports. Il mentionne, parmi ceux-ci, la réponse au postulat Nantermod (plr, VS) concernant le système de contingents, la mise en œuvre de la motion Dobler (plr, SG) traitant de l'accès au marché du travail des personnes étrangères titulaires d'un diplôme suisse ou encore l'assouplissement du droit du travail avec l'initiative parlementaire Burkhart (plr, AG).

Lors du vote séparé, la **chambre basse a accepté les points 1 à 5**, tandis que le point 6 a été refusé. Les élu.e.s du groupe UDC ont refusé l'entier des propositions. Quelques élu.e.s socialistes se sont joint.e.s à l'opposition dès le chiffre 5. Le chiffre 6 a été accepté par le PLR, le Centre et le PVL, ce qui n'a pas suffi à constituer une majorité.²⁵

Introduire une déduction fiscale des heures supplémentaires volontaires pour lutter contre la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée (Mo. 23.3890)

Temps de travail

MOTION
DATE: 15.04.2024
MARIE DEL PRIORE

En juin 2023, Mike Egger (udc, SG) a déposé une motion chargeant le Conseil fédéral de présenter un projet de **modification de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD)** afin d'introduire une **déduction fiscale des heures supplémentaires** pour les personnes exerçant une activité lucrative à plein temps. D'après le motionnaire, cette mesure inciterait la population à travailler à plein temps et contribuerait ainsi à atténuer la **pénurie de main-d'œuvre qualifiée** – sujet particulièrement d'actualité en 2023. Lors du passage devant le Conseil national, le député saint-gallois a argumenté que le travail supplémentaire renforçait la compétitivité de la Suisse et devrait être récompensé par une exonération fiscale.

La ministre des finances Karin Keller-Sutter s'est exprimée en défaveur de la motion, justifiant que le volume d'heures supplémentaires était faible en Suisse et l'encouragement fiscal de ces heures aurait donc une efficacité limitée. De plus, elle a rappelé que pour encourager l'offre de travail, il serait plus judicieux d'agir sur les personnes travaillant à temps partiel, car elles réagissent de manière plus élastique aux incitations fiscales.

A l'issue du débat, le **Conseil national a refusé la motion** par 117 voix contre 64 et 2 abstentions. Seul le groupe UDC (63 voix) et un député du Centre ont soutenu la motion.²⁶

Pallier la pénurie de personnel qualifié et favoriser l'intégration (Po. 23.3779)

Marché du travail

POSTULAT
DATE: 12.09.2024
MARIE DEL PRIORE

Pour lutter contre la **pénurie de personnel qualifié**, la députée verte Greta Gysin (TI) a chargé le Conseil fédéral d'examiner dans quelle mesure la **formation** et l'intégration professionnelle des personnes titulaires d'un livret N, F ou S, pourraient réduire cette pénurie.

Le qualifiant comme l'un des problèmes les plus pressants du marché du travail suisse, la conseillère nationale a proposé de former les personnes **titulaires d'un livret N, F ou S** dans les domaines les plus touchés par la pénurie de personnel qualifié (santé, hôtellerie et restauration, construction, informatique), leur permettant parallèlement une meilleure intégration dans la société.

Beat Jans, pour le Conseil fédéral, a d'abord mis en avant le fait que la Confédération et les cantons entreprenaient déjà beaucoup pour l'intégration professionnelle des personnes détenant un permis B, S et F – qui sont considérées comme des travailleur.euse.s par la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (LEI). Cependant, concernant les requérant.e.s d'asile (permis N), il a rappelé que leur intégration professionnelle n'était pas une priorité durant la procédure d'asile. Au vu des nombreuses publications du Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) sur les programmes destinés aux réfugié.e.s et personnes admises à titre provisoire, le conseiller fédéral a estimé qu'un rapport supplémentaire n'était pas nécessaire.

Lors du vote, le **postulat** a été **refusé** par le **Conseil national** par 119 voix (27 PLR, 63 UDC, 29 Centre) contre 72 (38 PS, 23 Vert-e-s, 2 Centre, 9 Vert'libéraux).²⁷

1) AB NR, 2011, S. 1732; NZZ, 9.5.11; TG, 6.9.11.

2) Po. 13.3382; BO CE, 2013, p. 920 s.

3) FF, 2016,p-2739; Rapport du SECO du 6.8.15

4) Communiqués du Seco du 21.5. et 6.11.13 ; Litt. DFE.

5) AB NR, 2014, S. 1010 ff.; AB SR, 2014, S. 575 ff.

6) FF, 2016,p-2739; Rapport du SECO du 6.8.15

7) BO CE, 2014, p.575 ss.; ; BO CN, 2014, p.1010 ss.

8) AB NR, 2014, S. 1278

9) FF, 2016,p-2739; Rapport du SECO du 6.8.15

10) AB SR, 2014, S. 891 f.

11) FF, 2017 p. 2726

12) LT, LZ, 3.7.14; TG, 16.7.14; LT, 20.9.14; TA, 27.9.14

13) AB SR, 2014, S. 888 ff.

14) FF, 2016,p-2739; Rapport du SECO du 6.8.15

15) AB NR, 2012, S. 1832

16) FF, 2016,p-2739; Rapport du SECO du 6.8.15

17) AB NR, 2014, S. 1314 f.; Mo. 14.3795 (Häberli-Koller); Mo. 14.3835 (CVP); Mo. 14.3844 (BDP)

18) BO CN, 2015,p.992

19) Rapport CF du 25.10.17

20) Bericht Bundesrat vom 19.6.15; Medienmitteilung Bundesrat vom 19.6.15

21) Rapport du Conseil fédéral relatif à l'initiative visant à combattre la pénurie de personnel qualifié

22) Communiqué de presse SECO du 27.6.18

23) Communiqué de presse du SECO du 7.12.18; Rapport du CF du 7.12.18

24) 24H, 9.6.23; AZ, 13.6.23; CdT, Lib, 27.6.23; NZZ, 26.7.23; SoZ, 10.8.23; AZ, 30.9., 10.10.23; 24H, LT, 31.10.23

25) BO CN, 2024, p. 463 s.

26) BO CN, 2024, p. 632 s.

27) BO CN, 2024, p. 1513